

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 28 (1991)
Heft: 1025

Artikel: Naturalisations : le moment d'être ouvert
Autor: Imhof, Pierre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1020656>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 22.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La Suisse, mon affaire

(jd) Fâché l'ami Meienberg ! Fâché contre tous les esprits de gauche comme de droite qui évoquent froidement la disparition de la Suisse. L'écrivain et historien alémanique s'en prend vertement à eux tous dans le manifeste «Sauvez la Suisse, coûte que coûte» publié par la *Weltwoche* (10 janvier 1991): Ernst Mühlemann, conseiller national radical et directeur à l'UBS — «La suppression de la Suisse est du domaine du possible»; le directeur de la TV alémanique qui voit parfaitement la Romandie se fondre dans la France et le Tessin dans l'Italie; le philosophe Hans Saner — «C'est la fin de ce pays»; la pseudo-gauche qui trompette à l'envi son slogan «700 ans ça suffit !»; le correspondant du *Spiegel* pour qui la Suisse a perdu sa raison d'être et n'en a pas trouvé de nouvelle; l'éditeur du grand journal allemand *Die Welt* qui qualifie la Suisse de «diviseur d'Etat».

Arnold Koller
moins mauvais que Helmut Kohl

L'auteur de *Reportages en Suisse* et de plusieurs études historiques peu tendres pour l'image officielle du pays tient à la pérennité de l'Helvétie, avec un autre visage certes, mais autonome et diverse et maintenant l'expression directe de la volonté démocratique. L'Allemagne fédérale lui fait horreur qui a pu englober l'ancienne RDA sans même un vote populaire, tout comme l'idée que les régions linguistiques de la Suisse pourraient rejoindre les grandes puissances voisines, une hypothèse qui rappelle désagréablement les plans de l'Europe fasciste. Un démembrement qui conduirait tout droit à la marginalisation des différentes parties du pays. Et puis Arnold Koller est moins mauvais que Helmut Kohl et notre système plus facilement contrôlable.

La crainte de la domination allemande sur l'Europe conduit Meienberg à préconiser que les Alémaniques se rapprochent vigoureusement de la Suisse latine, de manière à ce que notre pays, avec la France, l'Italie et l'Espagne, puisse faire contrepoids à «l'impérialisme économique teuton». Concrètement, que les écoliers d'outre-Sarine apprennent le français et l'italien, que les écrivains

alémaniques écrivent des livres qui donnent lieu à controverse dans tout le pays et contribuent ainsi à relier les régions linguistiques, que les étudiants soient contraints d'effectuer une partie de leurs études dans une autre région, de même pour la formation professionnelle des journalistes. Meienberg va même jusqu'à proposer l'élection populaire d'un président de la Confédération aux compétences étendues, pour obliger les candidats à faire campagne dans tout le pays, à se faire connaître et accepter, et ainsi resserrer le lien politique entre les régions.

Retour d'exil

Coincidence ? Dans le même temps ou presque (*Die Weltwoche*, 13 décembre 1990) un jeune écrivain alémanique annonce son retour au pays réel. Hansjörg Schertenleib, militant actif du mouvement des jeunes en 1980 à Zurich, a

vécu douloureusement le refus du dialogue et la réaction sèche et parfois même brutale des autorités: «Une ville, un pouvoir qui venaient à moi le plus souvent sous la forme de policiers matraqueurs, ne permettaient pas de s'identifier, de reconnaître une patrie.» D'où l'exil dans la littérature, le retrait dans les amitiés et l'expression artistique et le refus de l'engagement politique et social.

Dix ans plus tard Schertenleib vit la crise de l'Etat suisse — «Kopp, Shakarchi, fiches, P26» — comme une crise du rapport qu'il entretient avec son pays. Et il s'annonce rentrant, sans savoir très précisément quelles formes prendra son engagement. «La Suisse en effet doit être défendue. Pas tant contre l'extérieur que contre l'intérieur, contre ceux tout à l'intérieur, ceux qui sont au centre du pouvoir. Lors de l'été chaud de 1980, nous nous sommes laissés mettre de côté, nous avons pris congé de ce pays qui doit pourtant être aussi le nôtre. Je suis de retour. Car ce pays nous appartient à nous aussi et pas seulement aux autres.» ■

NATURALISATIONS

Le moment d'être ouvert

(pi) La naturalisation des étrangers est avant tout l'affaire des cantons; le passeport suisse n'est en effet délivré qu'après l'obtention du droit de cité cantonal et communal, sauf pour certains cas précis où une décision fédérale suffit. Et on ne s'est généralement pas privé, à chaque échelon, de faire valoir ses prérogatives. Ainsi dans le canton de Vaud les postulants doivent-ils être entendus par une commission du Conseil communal de leur commune de résidence, puis par une commission du Grand Conseil, la décision finale revenant aux deux législatifs. Cette manière de procéder montre bien que la citoyenneté suisse ne s'obtient pas lorsque certaines conditions objectives sont remplies (durée de séjour, naissance sur sol suisse, etc), mais se mérite par la réussite d'un examen de passage.

Devant modifier la loi sur le droit de cité vaudois pour l'adapter au droit fédéral, le Conseil d'Etat fait un très modeste pas dans la bonne direction. Il substitue

en effet à «l'assimilation» des us et coutumes vaudois «l'intégration» à la communauté vaudoise comme une des conditions subjectives nécessaires à l'obtention du droit de cité. Mais surtout, il propose de s'arroger le droit de décision (en lieu et place du Grand Conseil) pour les jeunes de la deuxième génération ayant accompli toute leur scolarité obligatoire en Suisse et au bénéfice d'un permis d'établissement. En clair, il n'y aurait donc pour ces candidats plus qu'une audition et une décision communale, le Conseil d'Etat statuant sur cette base.

Tout le monde au même tarif

Il faut naturellement saluer cette simplification, mais il faut aussi s'étonner de son manque d'audace. Il serait parfaitement justifié de se contenter de la procédure communale pour l'ensemble des candidats au passeport suisse qui répondent aux exigences fédérales (durée du séjour notamment). Un pas de plus pourrait même être franchi par le renoncement à tous les critères subjectifs, tels que l'intégration à une communauté. Un certain nombre d'années passées en Suisse, l'absence de poursuites pé-

Le logement par le petit bout de la lorgnette

(fb/jd) Belle unanimité des partis politiques avant les dernières élections cantonales pour affirmer la nécessaire protection de l'intégralité de la zone agricole, prise en compte de la sensibilité écologique oblige. Mais la pénurie de logements bon marché a contribué à rapidement désagréger les rangs des défenseurs du poumon vert de Genève. De partout surgissent des projets — ici ville nouvelle, là déclassement d'une ancienne gravière en bout de piste de l'aéroport ! — qui tous sacrifient l'intégrité de la zone agricole sur l'autel du logement.

Crise du logement: le mot magique qui fait se lever les étendards et force les décisions, le plus souvent irréfléchies et en général d'une efficacité douteuse.

nales, etc., devraient suffire à obtenir la nationalité suisse sans qu'une commission d'élus interroge les candidats sur la recette du papet vaudois ou sur la signification du 24 Janvier, par ailleurs inconnues de la majorité des «vrais» vaudois.

Ce projet frileux est d'autant plus surprenant qu'une majorité semble exister pour soutenir un texte plus audacieux: la gauche a toujours été favorable à une certaine ouverture dans ce domaine; et à droite, le Centre patronal critique le conservatisme du projet gouvernemental. Certains se battent pour que les étrangers obtiennent des droits civiques. Faciliter la naturalisation nous semble être une meilleure voie, pour deux raisons: l'intégration des étrangers serait mieux réalisée et nos statistiques pourraient soutenir la comparaison internationale. Car lorsque les autorités annoncent des records dans la proportion d'étrangers résidant en Suisse, elles omettent de préciser qu'une bonne partie de ceux-ci, s'ils vivaient en France ou en Allemagne, seraient Français ou Allemands. Il est simplement ridicule que des personnes nées en Suisse et y ayant suivi leurs écoles ne puissent pas obtenir le passeport suisse par une simple démarche administrative.

Le projet du Conseil d'Etat peut encore être amendé par les députés. Espérons que ce sera dans le sens d'une plus grande ouverture. ■

Quand donc autorités, partis politiques et organisations intéressées se mettront-ils autour d'une table pour analyser les véritables dimensions de ce problème et se donner ainsi les moyens d'y apporter des solutions réelles ?

Limites les emplois

Il faut le dire et le redire: quel que soit le nombre de logements construits, la crise ne fera que s'accroître si le nombre de nouveaux emplois augmente plus rapidement encore. Rompre avec cette logique du cercle vicieux pour détendre le marché, c'est décider d'inverser ce rapport en limitant le nombre des nouveaux emplois à un niveau inférieur à celui des logements susceptibles d'être construits. Donc de mettre en œuvre des politiques économique, fiscale et d'aménagement du territoire adéquates à cet objectif.

Or on est loin d'observer une telle volonté politique de maîtriser la situation. Face à l'impossibilité désormais de «construire la ville en ville» — l'agglomération connaît déjà une densité excessive —, face aux résistances à l'égard du déclassement d'une partie de la zone villas pourtant surdimensionnée, le consensus est en voie de se faire sur la solution de facilité: la zone agricole qu'on peut déclasser ponctuellement à un prix avantageux et sans toucher aux intérêts de groupes particuliers. En veillant à ne choisir que des parcelles sans grande valeur agricole, on ménage les paysans.

Ce soudain intérêt pour la zone agricole a peine à camoufler une fuite en avant devant la responsabilité d'aménager le territoire dans un cadre régional. C'est

dans cette perspective globale seulement que doivent s'inscrire la problématique du logement et ses solutions. Dans un récent rapport, l'Interassar, association des architectes genevois, constate que la région se développe sans plan d'ensemble selon le modèle de la pieuvre: croissance centrée sur Genève et suivant les axes routiers et ferroviaires, avec comme conséquence une surdensification de la ville qui cumule toutes les fonctions centrales et reporte sur la région les déséquilibres qu'elle crée: ainsi la croissance continue de l'emploi au centre engendre des besoins en logements à la périphérie, d'où une énorme banlieue éclatée. L'Interassar préconise pour sa part un développement en réseau basé sur une série de pôles urbains hiérarchisés.

Un aménagement du territoire harmonieux ne peut s'inscrire que dans un tel contexte régional. Au niveau de décision proprement genevois, cette exigence exclut la promotion du logement au gré de déclassements opérés selon la règle de la moindre résistance. Si l'objectif est de définir de nouvelles zones d'urbanisme, pourquoi ne pas remettre en question le zonage actuel et ne pas définir les régions du canton les plus propices à l'habitat — par exemple en termes d'équipement et de communications mais aussi de qualité de vie ? Peut-être constatera-t-on que c'est sur le coteau de Cologny (la côte d'or genevoise) plutôt que sur la rive droite qu'il est souhaitable de construire les logements de demain...

Une perspective régionale et globale

C'est dans cette perspectives seulement, à la fois régionale et globale, qu'est acceptable un débat sur un nouveau découpage des zones, mais en préservant absolument l'équilibre quantitatif actuel entre périmètre bâti ou à bâtir et zone inconstructible.

La situation genevoise n'a rien d'exceptionnel. Il suffit de parcourir le Plateau suisse pour constater les ravages du scénario de la pieuvre, un scénario favorisé à la fois par une offre de terrains à bâtir surdimensionnée — 40% de la zone à bâtir sont actuellement inutilisés, une surface qui permettrait de loger 10 millions d'habitants — et par une offre de mobilité en constante augmentation. ■